

Consultation publique de la CRE sur l'évolution des places de marché de gaz en France

Réponse de GDF Suez Branche Infrastructures

Date : 21/06/2012

Q1. Jugez-vous souhaitable de poursuivre la consolidation des PEGs ? Pensez-vous que le maintien de la structure actuelle des PEGs est une option envisageable ?

Oui, la consolidation des PEGs est souhaitable pour les raisons suivantes :

- Un accès amélioré à différentes sources de gaz, renforçant la sécurité d'approvisionnement ;
- Une meilleure liquidité du marché de gros, permettant d'attirer des volumes supplémentaires et favorisant le développement du gaz naturel.

Néanmoins, ni 2015 ni aucune autre date ne s'impose pour atteindre cet objectif. L'échéance visée doit être le résultat d'un compromis entre le calendrier tarifaire (ATRT), le programme d'investissement et les efforts d'adaptation à accomplir par les parties prenantes pour mener à bien la consolidation.

Q2. Etes-vous favorable à l'harmonisation des procédures et des systèmes d'information de GRTgaz et TIGF ? Pensez-vous souhaitable que les deux GRT français adhèrent à la plate-forme commune de commercialisation des capacités annoncée récemment ?

—

Q3. Que pensez-vous des conclusions de l'étude KEMA ? Partagez-vous l'analyse de la CRE ?

Nous partageons globalement l'analyse que fait la CRE : compte tenu de l'incertitude élevée concernant l'évolution des marchés gaziers à l'horizon 2015 et au-delà, une fusion sur la base des mécanismes contractuels ne peut être envisagée qu'à titre transitoire et pour des volumes limités.

De plus, les outils contractuels envisagés pourraient être élargis pour inclure la livraison du gaz aux PITS car sur un marché présentant des congestions, les stockages situés en amont / en aval constituent un outil de gestion possible, comme indiqué par KEMA.

Cette option contribuerait à réduire le risque d'absence de contrepartie pour le gestionnaire de réseau. Par ailleurs, elle correspondrait davantage à l'esprit des orientations européennes (gestion des congestions via des mécanismes de marché) que les solutions administrées proposées par KEMA (contrats inter-opérateurs).

Q4. Dans le contexte actuel, jugez-vous pertinent d'engager des investissements d'une telle ampleur au regard des bénéfices attendus ?

Nous ne sommes pas favorables à l'option d'engager des investissements à hauteur de 1800 M€, compte tenu notamment d'une conjoncture économique dégradée, d'un risque de coûts échoués à long terme et de l'incertitude sur les conditions de rémunération futures des actifs de transport.

Q5. Quel jugement portez-vous sur la solution proposée par GRTgaz associant investissements et mécanismes contractuels ?

Nous sommes favorables à la solution proposée par GRTgaz. Comme indiqué par la CRE, elle permet de réaliser la fusion à un coût et dans des délais acceptables et suffisamment prévisibles.

Q6. Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la création d'un PEG commun GRTgaz Sud - TIGF ?

Nous partageons l'analyse de la CRE sur les avantages de cette option. Nous ne sommes pas opposés à la création d'un PEG commun GRTgaz Sud – TIGF dès que les conditions le permettent (en particulier, la définition des modalités de gouvernance en veillant à équilibrer les intérêts de toutes les parties prenantes).

Q7. Pensez-vous que le couplage de marché puisse constituer une alternative à la création d'un PEG unique GRTgaz Nord et Sud ? Pensez-vous que le couplage de marché puisse constituer une alternative à la création d'un PEG commun GRTgaz Sud et TIGF ou une première étape avant ce PEG commun ? Dans cette hypothèse, comment traiter la coexistence éventuelle d'un prix nul pour la capacité court terme avec le prix actuel de la capacité ferme réservée à long terme à l'interface GRTgaz Sud-TIGF ?

Le couplage de marché n'est pas une alternative à la mise en place d'un PEG unique. Comme spécifié dans le document de consultation, il ne concerne que le marché « day-ahead » et pas les échéances plus longues.

Q8. Partagez-vous l'analyse comparée de la CRE des différentes options envisageables ?

Nous partageons l'analyse selon laquelle l'approche mixte représente un bon compromis (cf. notre réponse à la question 5) pour ce qui concerne la création d'un PEG GRTgaz unique à l'horizon 2018.

Concernant la proposition de devancer l'échéance et de s'appuyer dès 2015 ou 2016 sur des mécanismes contractuels temporaires, nous retenons les éléments d'appréciation identifiés par l'étude KEMA et évoqués par les différents acteurs lors des ateliers de la CRE, à savoir un risque de coûts élevés et/ou volatils, ainsi qu'un risque de manque de contrepartie physique.

Sur la base de ces éléments, nous sommes opposés à la création d'un PEG GRTgaz unique dès 2015. En effet, l'analyse de KEMA tient compte de la réalisation des ouvrages Eridan, Arc de Dierrey et Hauts de France 2. Anticiper l'échéance à 2015, soit avant la mise en service de ces ouvrages, ne pourrait donc qu'accentuer le risque de dérive du coût des mécanismes contractuels nécessaires.

Compte tenu de l'horizon de réalisation du renforcement de l'artère de Bourgogne (si le projet est décidé), 2018 apparaît comme l'échéance idéale pour la création d'un PEG GRTgaz unique. 2016 peut être un compromis, tout en sachant que la mise en œuvre d'outils contractuels (dont le coût est estimé entre 20 et 170 M€/an, voire 500 M€/an dans certains scénarios) ferait porter au transporteur de nouveaux risques et charges.

La préparation de la fusion sur la base d'outils contractuels, si elle était décidée, mobiliserait des ressources supplémentaires dès les premières années de la prochaine période de régulation. Ces surcoûts devraient évidemment être entièrement couverts par le tarif.

De plus, les éléments évoqués ci-dessus seraient susceptibles de modifier le profil de risque de l'activité de GRTgaz, rendant cette dernière davantage sensible aux fluctuations du marché gazier et de la conjoncture économique. Ils auraient donc un impact en termes de coût du capital.

Q9. Partagez-vous l'analyse de la CRE? Pensez-vous que le maintien du PEG TIGF soit envisageable à long terme ? Pensez-vous que le rapprochement du PEG TIGF avec le marché espagnol soit une option réalisable à court ou moyen terme ?

Nous partageons l'analyse de la CRE sur l'absence de pertinence d'un rapprochement du PEG TIGF avec le marché espagnol. Pour autant, au vu des critères du Gas Target Model, le maintien d'un PEG TIGF isolé n'est pas envisageable à long terme mais le rapprochement avec le PEG Sud est la solution la plus naturelle..

Q10. Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les options cibles envisageables ? Laquelle des trois cibles a votre préférence ?

De l'avis même de la CRE, la 3^{ème} option cible ne paraît pas envisageable à court ou moyen terme.

Sur le principe, notre cible préférée est un PEG France unique. La trajectoire idéale est celle qui optimisera le rapport coûts/bénéfices et qui permettra aux parties de s'entendre sur les modalités de gouvernance du PEG fusionné.

Q11. Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité d'une évolution rapide de la structure du marché ? Pensez-vous nécessaire que les premières évolutions interviennent au plus tôt en 2015 ?

Si nous considérons qu'il faut avancer rapidement, il nous semble tout aussi important de limiter les risques opérationnels liés à la fusion des PEGs. Il est nécessaire de tenir compte, a minima, des ouvrages dont la construction a déjà été approuvée pour une mise en service prévue au plus tôt en 2016 (Eridan et arc de Dierrey), afin d'éviter des surcoûts inutiles pour les utilisateurs du système.

En effet, il faut que le coût de la fusion des zones reste compatible avec les bénéfices escomptés. Or, avancer la création d'un PEG GRTgaz unique à 2015 sur la base des mécanismes contractuels engendrerait une forte incertitude sur le coût de la fusion, en raison des volumes de gaz nécessaires pour lever les congestions.

Q12. Etes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE sur les évolutions possibles au 1^{er} avril 2015 ? Laquelle des deux options à votre préférence ? Dans le cas du PEG GRTgaz unique, faudrait-il décider simultanément de la mise en place d'un couplage de marché entre GRTgaz Sud et TIGF ? Dans le cas du PEG commun GRTgaz Sud - TIGF, faudrait-il lancer simultanément les études pour le doublement de l'artère de Bourgogne ?

Nous considérons qu'il ne faut pas s'attacher à la date du 1^{er} avril 2015 (cf. notre réponse à la question 11). La pertinence d'une évolution à cette échéance n'est pas démontrée ; au contraire, nous estimons souhaitable de tenir compte des contraintes de calendrier imposées par les programmes d'investissement des GRT.

Nous sommes favorables à la création d'un PEG GRTgaz unique. Nous partageons l'analyse de la CRE sur la mise en place transitoire d'outils contractuels jusqu'à la mise en service de l'artère de Bourgogne. Cependant, il est impératif que les mises en service des ouvrages Eridan et arc de Dierrey soient effectives avant de procéder à la mise en place de ces outils, soit avril 2016 au plus tôt, et ce dans un souci de limitation des surcoûts pour les utilisateurs du système.

Q13. Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

Au cas où une fusion de zones serait décidée, la structure tarifaire mise en place et la réallocation des coûts de réseau aux points d'entrée et de sortie suite à la fusion doivent être regardées avec vigilance. En particulier, elles doivent permettre de fluidifier le fonctionnement du système, y compris l'accès aux infrastructures adjacentes (stockages, terminaux méthaniers).